Communiqué de presse du 23 mai 2002.
Ce texte est paru dans le n° de l'Hebdo des Socialistes

Les premières annonces de M. Luc FERRY, Ministre de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche, reprennent le plus souvent les décisions prises et les actions engagées par Jack LANG et Jean-Luc MELENCHON. C'est particulièrement frappant pour ce qui est de la lutte contre l'échec scolaire précoce, de l'action contre la violence à l'école, du lycée des métiers, des travaux personnalisés encadrés, des itinéraires de découverte au collège, de l'enseignement des langues vivantes à l'école, etc.
Dans ces conditions, M. FERRY pourrait se dispenser des critiques infondées à l'égard de ses prédécesseurs rue de Grenelle.
Mais au-delà des mots, des déclarations d'intention et des propos généraux, il y a un grand flou quant aux moyens concrets que M. FERRY envisage de mettre en œuvre pour lutter contre l'échec scolaire.
Les socialistes, eux, ont pris clairement l'engagement de faire de l'éducation et de la formation « l'investissement prioritaire » et d'y affecter les moyens nécessaires dans la lignée de ce qui a été fait au cours des dernières années.
Rien de tel dans le discours de M. FERRY, qui rejoint à cet égard le programme du RPR.
Il y a même une phrase inquiétante dans les propos de M. FERRY qui subordonne l'« attribution de moyens supplémentaires » à la « qualité de nos enseignements ».
Pour les socialistes, tous les élèves ont droit sur tout le territoire de la République à un enseignement de qualité. Et il faut que l'Etat républicain donne partout les moyens qui permettront d'y parvenir.
Il y a là, au-delà des mots, une différence essentielle que l'on retrouve – et ce n'est pas un hasard – dans les programmes présentés par les uns et les autres pour les élections législatives.
Avec les socialistes, la formation et l'éducation seront vraiment l'« investissement prioritaire ».
Avec la droite, rien n'est moins sûr.

Phoca PDF